

Brochure n° 3078

**Conventions collectives nationales**

**CABINETS D'AVOCATS**

IDCC : 1000. – **Personnel salarié**

IDCC : 1850. – **Avocats salariés**

**(10<sup>e</sup> édition. – Mars 2005)**

**AVENANT N° 83 DU 7 AVRIL 2006**

**RELATIF À LA GARANTIE DÉPENDANCE**

**NOR : ASET0650645M**

**IDCC : 1000**

Entre :

Le centre national des avocats employeurs (CNAE) ;  
La chambre nationale des avocats en droit des affaires (CNADA) ;  
La fédération nationale des unions des jeunes avocats (FNUJA) ;  
Le syndicat Avenir des barreaux de France patronal (ABFP) ;

D'une part, et

Le syndicat national des professions judiciaires CFDT (SNPJ-CFDT) ;  
La fédération des employés et cadres (FEC) CGT-FO ;  
La fédération nationale CGT des sociétés d'études et de conseil et de prévention ;

Le syndicat national du personnel d'encadrement et assimilés des cabinets d'avocats et activités connexes (SPAAC) CGC ;

Le syndicat national des employés et cadres des professions judiciaires et juridiques CFTC (SNECPJJ-CFTC),

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

La convention collective nationale de travail du 20 février 1979, réglant les rapports entre les avocats et leur personnel, a fait l'objet d'un avenant n° 66 le 15 juin 2001, étendu par arrêté du 9 avril 2002 publié au *Journal officiel* du 20 avril 2002, mettant en place un régime « Dépendance ».

L'avenant n° 76 à la CCN du 20 février 1979, réglant les rapports entre les avocats et leur personnel, signé le 9 juillet 2004 et étendu par arrêté du 19 octobre 2004 publié au *Journal officiel* du 29 octobre 2004, complète les conditions de la garantie « Dépendance ».

Les organisations syndicales représentatives des employeurs et des salariés de la branche ont souhaité préciser et modifier comme suit les conditions d'application de la garantie « Dépendance » susvisée.

### **Bénéficiaires de la couverture « Dépendance »**

Les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> alinéas figurant à l'avenant n° 66 sont remplacés par les alinéas suivants :

#### **Conditions et date d'effet de l'affiliation**

Sont considérés bénéficiaires de l'ensemble des garanties de la couverture « Dépendance » :

- tous les salariés visés à l'article 1<sup>er</sup> de la convention collective nationale ;
- ainsi que, sur leur demande, les personnes en situation de préretraite ou de retraite dont le contrat de travail est résilié depuis le 1<sup>er</sup> avril 2003 (toute résiliation antérieure au 1<sup>er</sup> avril 2003 ne peut être prise en compte).

Ainsi, on entend par bénéficiaires :

- tous les salariés inscrits à l'effectif de l'employeur, sans distinction du fait qu'ils travaillent à temps plein ou à temps partiel ;
- tous les salariés inscrits à l'effectif de l'employeur atteints d'une pathologie avant la signature de l'accord, à l'exception de ceux qui sont dans un état de dépendance, tel que défini ci-après, à cette même date ;
- tous les salariés inscrits à l'effectif de l'employeur en arrêt maladie à la date de signature du présent accord, à l'exception de ceux qui sont dans un état de dépendance tel que défini ci-après, à cette même date ;
- tous les salariés inscrits à l'effectif de l'employeur bénéficiant d'une suspension de leur contrat de travail, telle que prévue par la loi ;
- et sur leur demande, les personnes en situation :
  - de préretraite ;
  - de retraite,

à l'exception de celles qui sont dans un état de dépendance tel que défini ci-après, au jour de leur demande d'adhésion, et dans les conditions stipulées au chapitre « Maintien des garanties à titre individuel ».

La qualité de bénéficiaire leur est acquise :

- à la date de prise d'effet de l'adhésion de l'employeur, s'il figure à cette date dans les effectifs ;
- à sa date d'embauche si elle est postérieure à la date d'effet de l'adhésion de l'employeur ;
- à la date de prise d'effet de la préretraite ou de la retraite, en application du dispositif spécifique au « Maintien des garanties à titre individuel ».

## **Cessation de l'affiliation et des droits du salarié bénéficiaire**

L'affiliation du salarié et le droit aux garanties cessent de produire leurs effets :

- en cas de suspension du contrat de travail pour des motifs autres que ceux prévus par la loi, ou à l'occasion de la rupture du contrat de travail qui le lie à son cabinet-étude, sauf application du dispositif spécifique au « Maintien des garanties à titre individuel » ;
- en cas de décès ;
- et, en tout état de cause, à la date d'effet de la résiliation du présent accord.

## **Garantie en cas de dépendance**

### *Définition de la garantie*

1. Définition et niveau de dépendance :

Le chapitre ajouté par l'avenant n° 76 est supprimé.

2. Modification du niveau de l'état de dépendance :

Les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> alinéas figurant à l'avenant n° 66 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Le niveau de l'état de dépendance peut évoluer en fonction d'une modification de l'état de santé du salarié.

Si cette modification entraîne un changement dans le niveau de prestations servies, un nouveau dossier médical sera alors constitué. »

### *Revalorisation*

Les alinéas figurant à l'avenant n° 66, intitulés « 1. Revalorisation des prestations » et « 2. Revalorisation de la base de garantie », sont remplacés par l'alinéa suivant :

#### *« 1. Revalorisation des prestations*

Les prestations sont revalorisables selon les modalités définies dans le règlement de prévoyance de la CREPA. »

L'alinéa figurant à l'avenant n° 66, intitulé « 3. Plafond de revalorisation », devient « 2. Plafond de revalorisation ».

### *Exclusions*

Le point 10 de l'avenant n° 66 modifié par l'avenant n° 76 est repris comme suit :

« 10. De l'état de dépendance, tel que défini dans la garantie « Dépendance », survenu antérieurement à la date à laquelle les dispositions du présent avenant sont devenues applicables au contrat de travail du salarié. »

### *Cotisations*

Le chapitre « Montant des cotisations » de l'avenant n° 66 modifié par l'avenant n° 76 est désormais rédigé comme suit :

« Le montant de la cotisation due par salarié, au titre des garanties « Dépendance et assistance », est égal à 0,27 % du montant de la rémunération annuelle brute du salarié. Celle-ci tient compte du nombre de jours de présence de chaque salarié inscrit dans l'effectif de l'employeur et des dates d'entrée et de sortie éventuelles du salarié.

Cette cotisation est répartie de la manière suivante :

- 0,23 % pour la garantie “Dépendance” ;
- 0,04 % pour la garantie “Assistance”.

La rémunération annuelle brute correspond au salaire annuel brut perçu par le salarié y compris les rémunérations variables telles que les commissions, gratifications diverses et primes de rendement.

Les salariés inscrits à l'effectif de l'employeur, qui bénéficient d'une suspension de leur contrat de travail telle que prévue par la loi, continuent à cotiser aux garanties “Dépendance et assistance”, dans les conditions en vigueur pour un montant déterminé par application des taux indiqués ci-dessus à la rémunération telle que définie ci-après. La cotisation est calculée sur la base des rémunérations brutes perçues par ces personnes au cours des 12 mois civils ayant précédé la date de leur congé légal. Si ces personnes n'ont perçu qu'une fraction de rémunération au cours des 12 mois civils concernés par la base de calcul ci-dessus, la fraction de rémunération est préalablement complétée jusqu'à concurrence de la rémunération brute prévue au contrat de travail.

Pour toutes les catégories de salariés bénéficiaires de l'ensemble des garanties et inscrits à l'effectif de l'employeur, le montant de la cotisation incombe à l'employeur. »

Il est intégré au chapitre “Répartition des cotisations”, figurant à l'avenant n° 66, l'alinéa suivant :

« Pour toutes les catégories de salariés bénéficiaires de l'ensemble des garanties et inscrits à l'effectif de l'employeur, le versement de la cotisation incombe à l'employeur. »

Il est intégré, après le chapitre « Répartition des cotisations », figurant à l'avenant n° 66, 2 chapitres rédigés comme suit :

#### *Cessation des cotisations*

Le montant de la cotisation cesse d'être dû :

- en cas de suspension du contrat de travail pour des motifs autres que ceux prévus par la loi, ou à l'occasion de la rupture du contrat de travail qui le lie à son cabinet-étude, sauf application du dispositif spécifique au « Maintien des garanties à titre individuel ;
- en cas de décès ;
- et, en tout état de cause, à la date d'effet de la résiliation du présent accord.

#### *Exonération des cotisations*

Le montant de la cotisation n'est plus dû par le salarié ou la personne bénéficiaire du dispositif spécifique au « Maintien des garanties à titre individuel » à la date de versement de la rente « Dépendance », soit au 1<sup>er</sup> jour du mois suivant l'expiration de la franchise.

#### **Maintien des garanties à titre individuel**

Dans le chapitre « Maintien des garanties à titre individuel », le point « Salariés quittant la profession » et le tableau relatif au coefficient de maintien de la prestation à taux réduit, figurant à l'avenant n° 66 modifié par l'avenant n° 76, sont supprimés.

Le point « Retraités. – Préretraités », figurant à l'avenant n° 66 modifié par l'avenant n° 76, est remplacé par les points suivants :

### *Personnes en situation de préretraite ou retraite*

Les personnes en situation de préretraite ou retraite résidant sur le territoire de l'Union européenne peuvent continuer à bénéficier des garanties dépendance et assistance aux conditions en vigueur moyennant le paiement d'une cotisation forfaitaire annuelle dont le montant est déterminé par application du taux global (charge employeur et charge salarié) indiqué ci-dessus au chapitre « Cotisations » à la rémunération telle que définie ci-après.

Cette cotisation est calculée sur la base des rémunérations brutes perçues par les personnes en situation de préretraite ou retraite au cours des 12 mois civils ayant précédé la date de préretraite ou de retraite.

Si les personnes en situation de préretraite ou retraite n'ont perçu qu'une fraction de rémunération au cours des 12 mois civils concernés, la fraction de rémunération est préalablement complétée jusqu'à concurrence de la rémunération prévue au contrat de travail.

L'âge normal de cessation d'activité pour cause de retraite est celui auquel les personnes en situation de retraite peuvent bénéficier d'une pension de vieillesse à taux plein au sens de la sécurité sociale, s'ils remplissent les conditions d'ouverture de droit à cette pension.

Elles doivent avoir notifié à la CREPA leur volonté de continuer à participer à cette couverture, dans les 3 mois de leur décision de faire valoir leur droit à préretraite ou à retraite, et au plus tard à la date d'effet de la préretraite ou de la retraite, dans le cas contraire, les personnes en situation de préretraite ou retraite ne pourront plus se prévaloir du bénéfice du maintien de garanties.

### *Modalités de paiement et recouvrement des cotisations*

Les personnes en situation de préretraite, retraite, sont seules responsables du paiement des cotisations entièrement à leur charge vis-à-vis de la CREPA.

Les cotisations sont exigibles annuellement et par avance, le 31 décembre de chaque année pour l'exercice suivant, et recouvrées par la CREPA directement auprès des personnes en situation de préretraite, retraite.

Dans le cas où l'adhésion de ces personnes prend effet en cours d'année, la première cotisation est calculée du jour de l'adhésion jusqu'au 31 décembre de l'année au cours de laquelle elle a pris effet. Les cotisations suivantes sont calculées par année civile.

Les personnes en situation de préretraite, retraite, disposent de 1 mois à compter de la date d'exigibilité pour le versement de leurs cotisations.

Toute demande de prestation, émanant de l'adhésion volontaire de ces personnes, fait l'objet d'un contrôle sur le paiement à jour des cotisations qui leur incombent.

### *Cessation de la couverture dépendance à titre individuel*

A la demande des personnes en situation de préretraite, retraite, le bénéfice des garanties cesse de plein droit :

- au 31 décembre de chaque année, par lettre recommandée, sous réserve que cette demande parvienne à la CREPA au plus tard le 31 octobre ;
- en cas de révision des conditions de l'assurance, sous réserve que cette demande parvienne à celle-ci dans le mois suivant sa notification.

La dénonciation de l'adhésion par les personnes en situation de préretraite, retraite, est définitive, de telle sorte qu'elles ne pourront plus formuler ultérieurement de demande d'affiliation.

En cas de non-paiement des cotisations à la date limite du délai de paiement, la CREPA constate que l'adhésion est résiliée de plein droit au terme d'un délai de 40 jours à compter de l'envoi d'une lettre recommandée de mise en demeure de paiement.

Aucune prestation ne peut être servie après la date de cessation définitive de l'adhésion, sous réserve des prestations en cours de service à la même date.

### **Dispositions générales**

#### *Révision*

Le présent accord peut être révisé par les organisations signataires de l'accord conformément aux dispositions de l'article L. 132-7 du code du travail sans préjudice des cas de révision des cotisations.

#### *Dénonciation*

La dénonciation du présent accord ne peut être réalisée que dans le respect des conditions édictées par l'article L. 132-8 du code du travail.

#### *Communication*

Les parties signataires informent leurs adhérents de cet accord par une information spécifique.

Tous les employeurs de la branche doivent assurer la publicité de cet accord vis-à-vis de leurs salariés en le tenant à leur disposition dans un lieu accessible à tous.

#### *Dépôt et extension*

Conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail, les parties signataires s'engagent à déposer le présent accord auprès de la direction départementale du travail et l'emploi ainsi qu'au secrétariat greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 7 avril 2006.

(Suivent les signatures.)